

SDF

«Même sans abri, on a sa fierté»

A Genève, les victimes de la crise grossissent peu à peu les rangs des sans-abri. A Annemasse, le Resto du Cœur accueille des sans domicile fixe venus des quatre coins de l'Hexagone.

Reportage: Pierre-André Krol

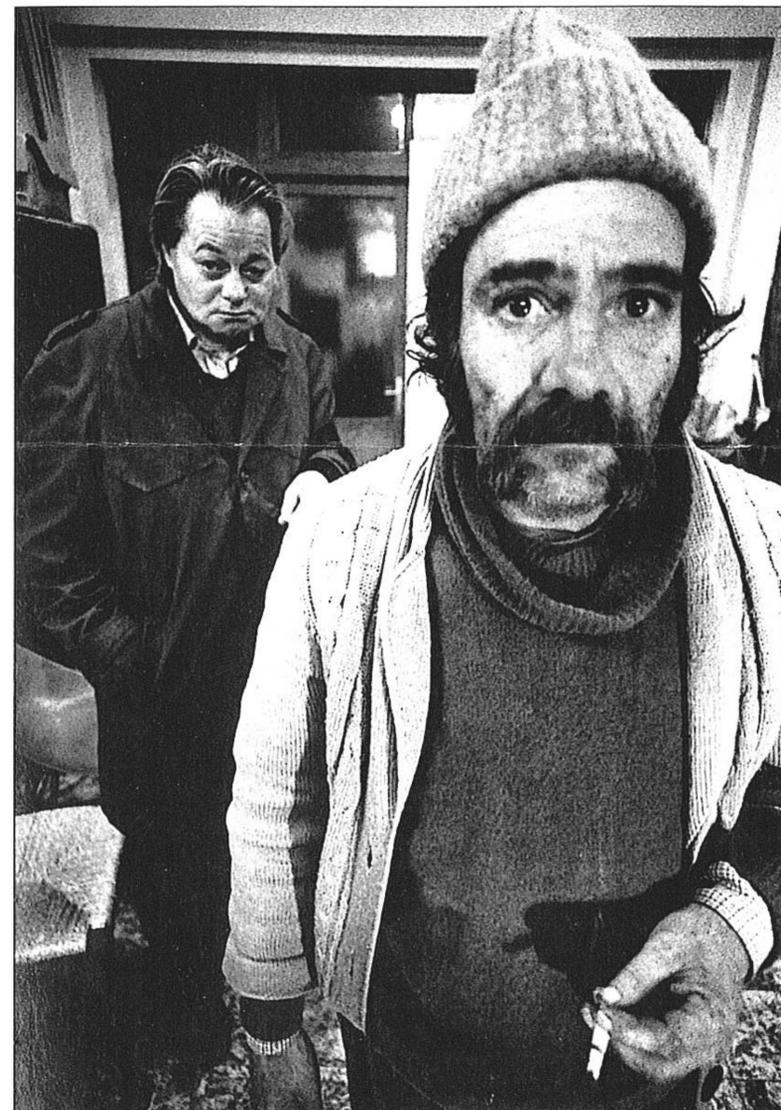
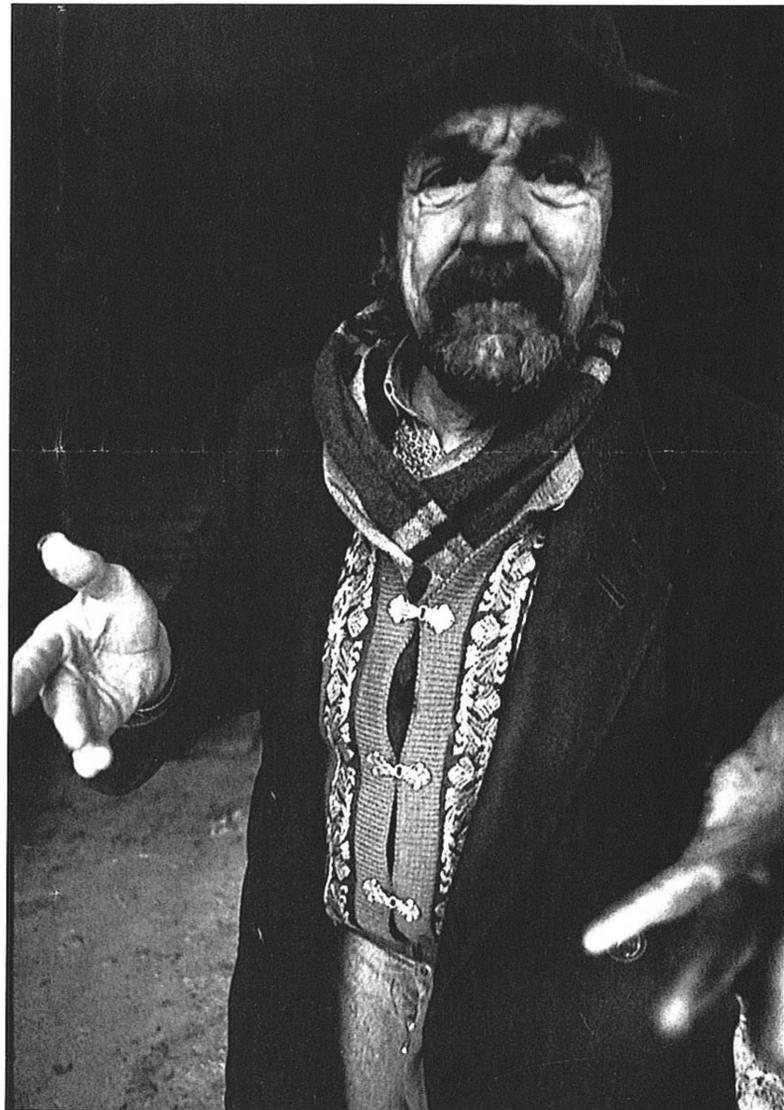
Joël fait partie des quelque cent cinquante personnes qui chaque jour à 16 heures 30 vont manger gratis au Caré, centre d'accueil réservé aux déshérités situé sous l'église Sainte-Claire, à Carouge. «Jamais je n'aurais cru qu'un jour je connaîtrais la soupe populaire; ça m'a été dur, la première fois, de faire le pas et de m'asseoir à la table de ceux qui sont dans le besoin», reconnaît-il. En quelques mois, Joël, 37 ans, maçon fribourgeois, père de trois enfants, a tout perdu. D'abord son emploi, au milieu de l'an passé, après une vie professionnelle de vingt années sans interruption. «Les derniers temps, je travaillais de nuit, on se voyait de moins en moins avec mon épouse, explique-t-il. J'ai alors découvert qu'elle avait un amant. J'ai fait une dépression, je suis parti avec l'espoir qu'elle regretterait et voudrait renouer, mais elle a demandé le divorce et je me suis trouvé sur le pavé à Genève.» C'était en mai. La nuit, il dort dans les parcs où se retrouvent les sans-abri pendant d'été, puis dans une cave où il passe le mois d'octobre avant de s'en faire chasser par la police.

Son divorce prononcé, il se résigne à sa nouvelle situation et emménage dans un squat de Carouge avec son sac à dos et un sommier obtenu à Caritas. «Si je ne peux pas rester ici, je suis prêt à retourner dans la rue malgré le froid, affirme-t-il. Mais je n'irai jamais dormir à l'Armée du Salut où il y a trop d'alcools. Le

A Genève comme à Annemasse, le nombre de sans domicile fixe ne fait qu'augmenter

maximum que je puisse accepter, c'est de manger au Caré. Je m'y suis d'ailleurs habitué, ça m'inquiète, j'espère trouver un emploi pour sortir du trou où je me suis enfoncé. Depuis que j'ai quitté la maison, je ne vois presque pas mes gosses, je ne veux pas qu'ils sachent comment je vis.»

Créé il y a dix-sept ans, le Caré attire de plus en plus de monde: en novembre de cette année, 50% de plus qu'en 1992 à la même époque. «Les nouveaux venus sont surtout des gens qui ont perdu leur emploi et, pour certains, leur logement», souligne Jean-Marie Viénat, directeur-fondateur. S'ils viennent ici, c'est qu'ils



Photos Steve Luncker/Interpresse

de chantier de mon employeur, précise-t-il, je n'avais pas de logement à moi, je n'en avais pas besoin, ni pour moi ni pour mes enfants, puisqu'une proche parente s'occupait d'eux près de Sion où je les retrouvais régulièrement. Quand j'ai perdu mon emploi, je me suis donc logé à l'hôtel.» Il trouve alors du travail dans une entreprise de démolition qui a fait faillite il y a deux ans. Et depuis lors, rien, et pas d'allocation de chômage. Il échoue à Genève pendant l'été 91. Comme Joël, Pierre bivouaque dans les parcs et, l'hiver, se terre dans les caves, les arrière-cours, les entrées d'immeuble. «Je cherche du travail mais à mon âge c'est peine perdue, estime-t-il. Je suis prêt à faire n'importe quoi. Un jour,

je me suis proposé à 5 francs de l'heure pour un travail de nettoyage, je voulais voir la réaction de l'employeur. Et c'était oui, on m'engageait sur-le-champ. A ce prix, je n'étais pas trop vieux!» Robuste, soigné, et apparemment toujours de bonne humeur — «quand

70% des assistés sont des individus isolés

j'ai le cafard, je le cache ou je me planque», dit-il — il mange à la Coulou ou au Caré, lieux où se retrouvent les sans domicile fixe de Genève. «Je ne sais pas combien de temps encore durera cette vie, l'AVS est encore loin, tant qu'on a la santé, faut pas se plaindre», dit-il en serrant les dents. Ses enfants, adultes, ne sont plus à sa charge depuis longtemps. Sa fille, installée à l'étranger, ignore à peu près tout de sa situation. Son fils, chef cuisinier dans un hôtel du Haut-Valais, semble en revanche avoir deviné mais fait comme s'il n'avait rien remarqué. «Quand ma fille vient en Suisse pour me voir, je la reçois dans un studio que me ▶

sont dans le besoin. Je sais par expérience que les gens en général hésitent et ne se décident qu'après plusieurs tentatives.»

Pierre, 55 ans, ferblantier valaisan, chôme et vit sans abri à Genève depuis deux ans. Cependant, cette année, aux premiers froids, il s'est installé à la Cou-

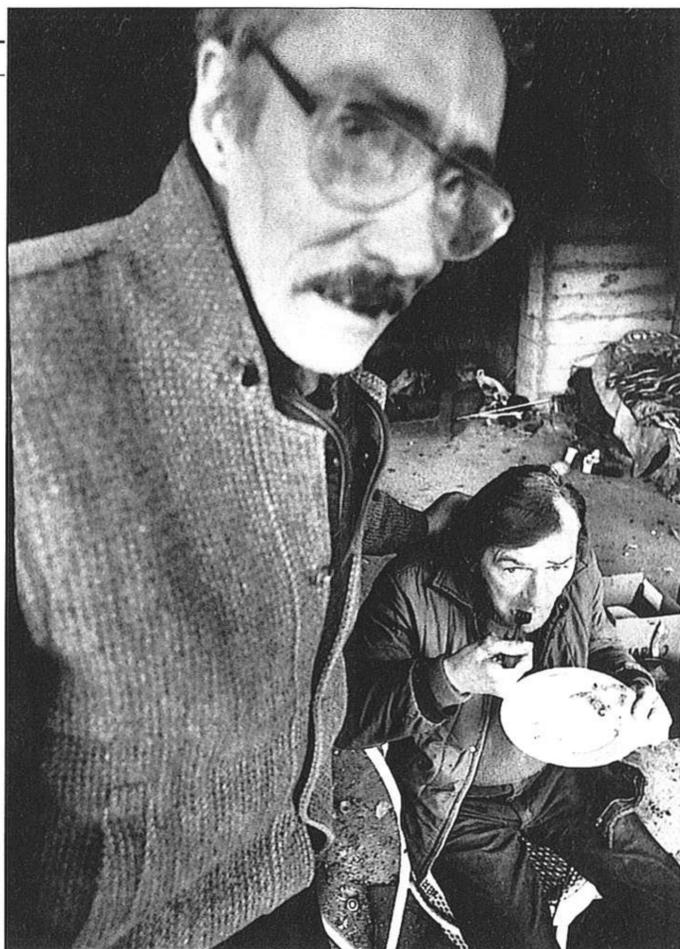
louvrenière, refuge d'une trentaine de places situé à la Jonction, qui offre petit déjeuner et repas du soir gratuits. Veuf à 28 ans, il a exercé le même emploi pendant vingt-quatre ans dans une société valaisanne de construction d'où il est licencié à l'âge de 50 ans. «Depuis la mort de ma femme, je vivais dans les baraques

prête un ami, explique-t-il. On a sa fierté quand même, hein?»

Il n'existe pas à Genève de statistiques officielles sur les sans-abri, au sens vraiment strict du terme. D'après le nombre de nuitées dans les refuges et les évaluations des bénévoles et professionnels des services sociaux, ils seraient environ 150, chiffre ne comprenant évidemment pas les occupants permanents des squats qui, eux, seraient plus de mille. «Ce sont des gens d'horizons de plus en plus divers qui ont des histoires très différentes», souligne Noël Constant, éducateur de rue et directeur de la Coulouvrenière, qui gère conjointement avec la Croix-Rouge un wagon des CFF récemment aménagé en lieu d'hébergement et d'accueil, stationné à la gare des Eaux-Vives. La crise fragilise désormais des individus qui, du jour au lendemain, peuvent être marginalisés et jetés à la rue par la perte d'un emploi, surtout quand elle est suivie de celle du logement ou d'une séparation conjugale.»

Bons connaisseurs du problème des sans-abri genevois, Maryse et Eddy Nussbaum organisent, deux nuits par semaine, depuis quatre ans, des distributions non-stop de nourriture et de boissons chaudes — non alcoolisées — à la gare de Cornavin. Il s'agit d'une initiative strictement privée et bénévole alimentée par des dons de sources diverses. «Nous servons à peu près une centaine de personnes par nuit, soit beaucoup plus qu'il y a un an», expliquent-ils. Il y a de plus en plus de vies qui basculent sous l'effet direct de la crise.»

Le petit stand de Maryse et Eddy fait partie des lieux que fréquente cette population à la dérive, à laquelle se joignent parfois des noctambules en fête. Jean-Bernard, 48 ans, ne rate jamais ces nuits blanches de Cornavin. Ancien fonctionnaire communal d'une cité romande d'importance moyenne, il a également géré la caisse maladie de la section locale de la FTMH et est titulaire d'une maîtrise de comptabilité. Au début des années 80, sa compagne le plaque, son père



«Jamais je n'aurais pensé connaître la soupe populaire»

«Quand ma fille vient me voir, on me prête un studio»

meurt, il craque, fait une grave dépression nerveuse, perd son emploi, prend la fuite en s'engageant dans la marine où il passe trois ans. Ce n'est pas encore la crise mais il ne reprendra jamais vraiment le dessus. Il a passé les deux derniers hivers dehors à Genève, mais il vient de s'installer à la Coulouvrenière où il ne rentre que pour dormir: «Le côté de gens vivant des situations proches de la mienne me donne le mouron.»

A 48 ans, Jean-Bernard désespère de trouver un emploi et de remonter la pente, pourtant il n'a rien d'un clochard. Père d'une fille de 18 ans qu'il voit de temps en temps, il essaie de lui cacher la réalité de sa vie: «Je ne sais pas ce qui va se passer si un jour elle apprend la vérité.»

La dérive côté France

Annemasse, c'est la banlieue de Genève, mais pour ce qui concerne les problèmes sociaux c'est tout à fait la France. Au 12 de la rue du Chablais, le Resto du Cœur, qui a déménagé trois fois depuis sa création par Coluche peu avant sa mort, sert 526 paniers-repas par jour, soit le quart

des prestations de l'association dans toute la Haute-Savoie. «Nous avons avancé l'ouverture de quinze jours en raison de l'affluence des sans-abri», précise Danielle Dumoulin, responsable locale. Nous servons ainsi un repas chaud à 27 SDF. Mais je pense qu'il y en a environ 70 à Annemasse. Ce qui est beaucoup pour une cité de 40 000 habitants.» Dans le minuscule local de l'accueil, une quinzaine de SDF papotent en attendant l'heure de la soupe. Chômeurs en fin de droit, candidats au Revenu minimum d'insertion, la plupart d'entre eux viennent des quatre coins de l'Hexagone. On leur a dit qu'à Annemasse le taux de chômage est moins élevé qu'ailleurs, certains ont même pensé pouvoir tenter leur chance en Suisse. Arrivés sur place, ils ont déchanté.

Serge et Claude par exemple, 45 et 43 ans, qui se sont connus dans le sud de la France avant de parcourir l'Espagne jusqu'à Algésiras, à y survivre de petits boulots de manoeuvre dans les oliveraies. Depuis le début de l'année, ils ont parcouru à pied 2700 kilomètres. Le premier, célibataire, venait de Pau où il a pratiquement rompu avec toute sa famille: «J'ai honte de ce que je suis devenu, je ne peux ni ne veux rien leur devoir, ils me prendraient peut-être en pitié, je n'y tiens pas.» Claude, lui, venait de Besançon, où il écrit des cartes postales à sa fille, qui vit avec sa mère qui l'a quitté pour un partenaire plus à l'aise. Serge dort dans l'arrière-cour d'un immeuble. Claude vient de passer trois nuits — le séjour maximal — à l'Escale, lieu d'hébergement unique avec 10 places, il compte sur une faveur pour passer une ou deux nuits de plus avant de rejoindre Serge dans son gîte gelé.

Dans quelques jours, la mairie d'Annemasse doit mettre à disposition des sans-abri une cabane de chantier près du cimetière, où il y aura l'eau et le chauffage, mais pas de WC, ni de matelas. «Comme ça les sans-abri ne les saliront pas, c'est comme ça qu'on raisonne à la mairie. C'est nous qui poussons la ville à bouger, le maire n'aime pas les Restaurants du Cœur. Il trouve que nous en faisons trop, grogne Danielle Dumoulin. Savez-vous que 60% de l'aide que nous

recevons vient de Suisse, en espèces et en nature?» L'heure du repas approche. Arrivent Gégène, Jean-Claude et Maurice, trois quinquagénaires qui vivent dans un squat misérable à ciel ouvert près de la Maison des Jeunes et de la Culture. Isolés des regards des riverains par une palissade de bois, ils dorment sur des matelas mouillés et archiusés, avec, en guise de drap housse, des cartons d'emballage pour se protéger de l'humidité. Fri-

gorifiés, ils viennent de se présenter pour un job mais les places étaient déjà prises. «L'an dernier deux sans-abri sont morts de froid, et il y en a eu un l'année d'avant», rappelle Danielle Dumoulin. On ne veut plus que ça se reproduise à Annemasse.» Gégène confirme: l'un des trois défunts évoqués par Danielle, Pierrot, partageait le même squat que lui, dans un immeuble qui a été muré depuis. On l'a trouvé mort, sur un banc, dans un jar-

din public: «J'étais à l'hôpital. On a attendu que je sois sorti pour me le dire. Ça a été un choc terrible pour moi car on s'était beaucoup aidés tous les deux.» Lundi passé, un bénévole des Restaurants du Cœur a téléphoné à «L'Hebdo» pour nous dire que Jean-Claude, le copain de squat de Gégène et Maurice, avait été hospitalisé dans la nuit de samedi à dimanche dans un état d'hypothermie sévère.

P.-A. K.

PRÉVISIONS 1994

300 000 personnes à l'Assistance publique

Le nombre des personnes assistées va exploser l'an prochain, avec l'arrivée de nombreux chômeurs en fin de droit.

«Quand les gens nous annoncent un loyer de 2400 francs et que nous leur disons que nous ne pouvons assurer que 800 francs, le choc est rude», explique Pierre Aubort, responsable du Service social de la ville de Lausanne. Dans leur descente aux enfers, les chômeurs en fin de droit sont régulièrement confrontés à des coups durs de ce genre, qui leur font prendre conscience du fait qu'il vont devoir changer radicalement leur train de vie. Or ces chocs surviennent après une période en elle-même déstabilisante: «Il faut être très solide pour ne pas être déstructuré après deux ans de chômage, ne serait-ce que par la modification de l'organisation de son temps», dit encore Pierre Aubort.

Les chômeurs en fin de droit, c'est quelque chose d'assez nouveau pour les responsables de l'assistance sociale: ils tendent à constituer de facto une catégorie à part dans la masse des assistés «traditionnels», souvent moins intégrés socialement. C'est d'autant plus vrai que, dans les cantons romands, on s'attend à voir leur nombre s'accroître fortement dans les mois à venir. A Lausanne, ce ne sont potentiellement pas moins de 2000 chômeurs en fin de droit qui pourraient recourir à l'assistance sociale en 1994. Leur cas s'ajouterait aux quelque 6000 dossiers ouverts à ce jour (un dossier représentant de une à quatre personnes en moyenne). En ville de Lausanne, qui concentre 40%

de l'activité d'assistance du canton de Vaud, la croissance est quasi exponentielle: en 1988, les dépenses brutes d'assistance s'élevaient à 5 millions; en 1992, elles avaient quintuplé (25 millions), et

en 1993, elles auront décuplé (50 millions).

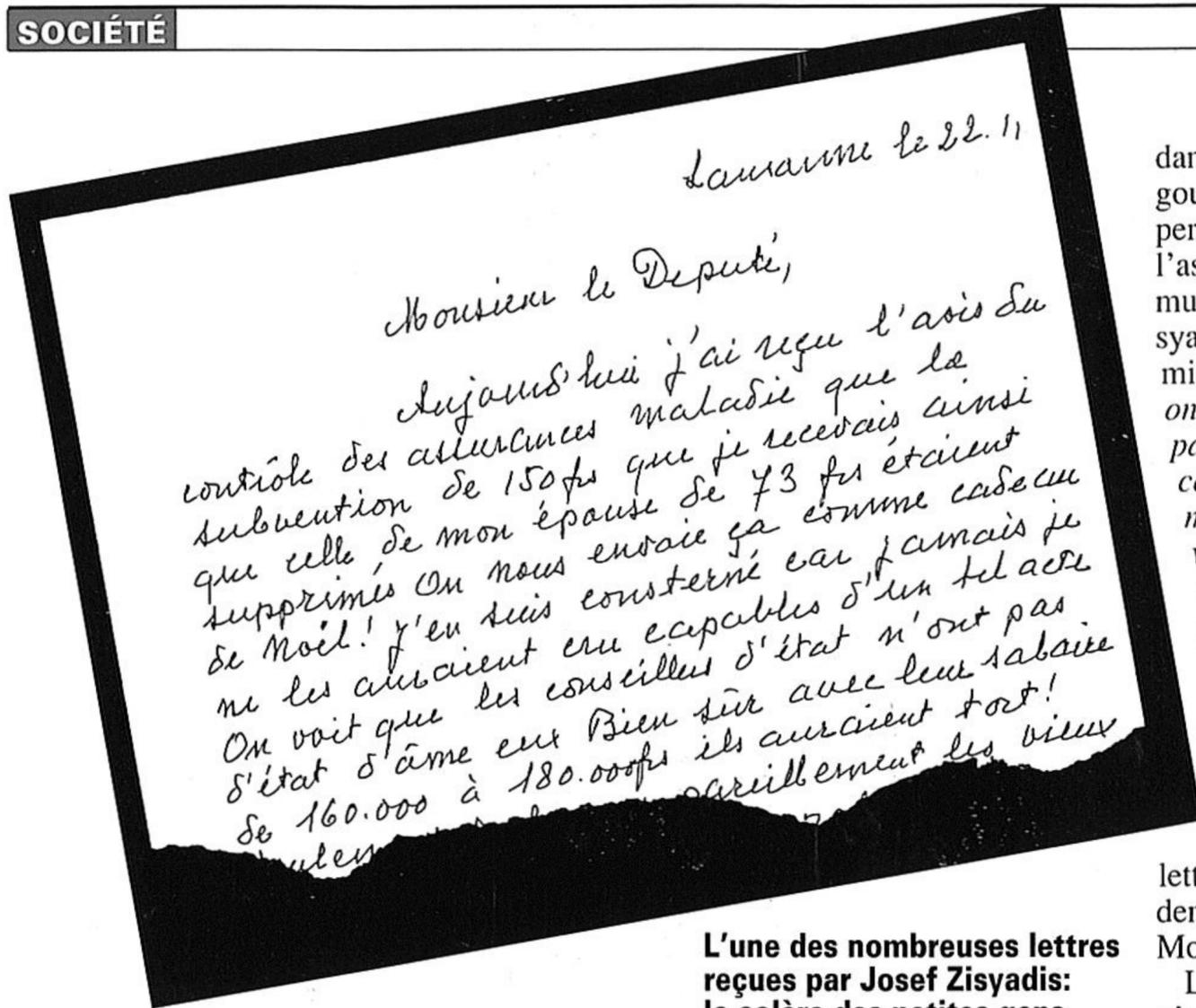
A Neuchâtel aussi, la croissance paraît inexorable: «Nous avons ouvert 365 nouveaux dossiers en 1990, 597 en 1991 (+63,6%), et 663 (+11,1%) en 1992», indique Daniel Monin, chef du Service d'assistance. Les dépenses ont quant à elles augmenté de 103,4% en deux ans. Et, pourtant, «nous avons pas mal limité les dégâts grâce aux mesures de crise prises suffisamment tôt par le canton», souligne Francis Berthoud, directeur du Centre social protestant. Ainsi, l'engagement temporaire de chômeurs dans l'administration pour six mois permet à ceux-ci de reconstituer leur droit aux indemnités.

Des mesures comparables ont été prises à Genève, indique Christian Frey, responsable du Département social et

Homme, jeune, citadin, isolé

Tel est le profil-type de l'assisté vaudois en 1993, selon une étude réalisée par Dominique Meyer, économiste-statisticienne au Département de la prévoyance sociale. Parmi les nouveaux assistés, deux sur trois ont moins de 40 ans, 40% sont des étrangers, et la moitié vivent à Lausanne, alors que la capitale ne rassemble que 20% de la population du canton. Mais le plus significatif, c'est la solitude des assistés: 70% d'entre eux sont célibataires, séparés, divorcés ou en rupture familiale, et n'ont personne sur qui s'appuyer. Ce phénomène explique en partie la forte proportion des étrangers (40%, alors qu'ils ne représentent que 29% de la population active): «Sachant que l'isolement contribue nettement à accroître le risque d'assistance, dans une période où la crise économique a frappé en premier lieu les plus démunis, on n'est pas surpris de constater que les personnes d'origine étrangère (...), plus souvent que d'autres sans liens familiaux et sans qualification professionnelle, soient obligées de recourir à l'assistance pour survivre», note Dominique Meyer.





L'une des nombreuses lettres reçues par Josef Zisyadis: la colère des petites gens

dans la mesquinerie antisociale. Ainsi, le gouvernement vient-il de priver 14 000 personnes à bas revenus des subsides à l'assurance maladie, en relevant le minimum de revenu y donnant droit. Josef Zisyadis, conseiller national du POP, fulmine: «On ne touche pas aux gens qui ont du gras, on s'attaque à ceux qui n'ont pas le strict nécessaire. Certains parmi ces gens vont perdre leur assurance maladie et ne seront donc plus couverts!» Furieux de cette décision, prise sans discussion parlementaire malgré son caractère politique, Josef Zisyadis et un commando de militants sont allés, il y a une quinzaine de jours, saisir 2000 enveloppes dans lesquelles l'Etat signifiait aux intéressés qu'il mettait fin à l'aide accordée. Ce n'était même pas une

lettre: une minable circulaire sur une demi-page, sans même de «Madame, Monsieur», et sans signature.

Les deux conseillers d'Etat socialistes n'ont pas émis la moindre réserve. Et ils ont laissé passer dans la même indifférence la suppression de l'allocation de Noël, une aumône de 100 francs que l'Etat servait royalement aux 22 000 bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI. Peu de chose certes mais, pour de tout petits revenus, c'était toujours bon à prendre. Il faut être pauvre pour le comprendre. Philippe Pidoux, Monsieur Propre du budget, s'interroge sincèrement lorsqu'on lui reproche cette mesure d'économie: «Mais cent francs, qu'est-ce que c'est? Ce n'est rien...»

Or, on va s'apercevoir de plus en plus qu'un sou, c'est un sou: selon Peter Tschümperlin, secrétaire général de la Conférence suisse des institutions d'assistance publique (CSIAP), le nombre des exclus sociaux va s'accroître massivement en 1994, pour approcher de la barre des 300 000 personnes, soit 4,5% de la population. Aujourd'hui déjà, de 160 000 à 180 000 personnes n'assurent leur minimum vital que grâce à l'assistance publique. Avec l'arrivée en fin de droit de nombreux chômeurs, qui avaient bénéficié du sursis de 100 jours supplémentaires accepté par le peuple en septembre, le nombre des chômeurs de longue durée va augmenter de manière importante, qui iront grossir les rangs des personnes assistées à long terme: «Quand on ouvre un nouveau dossier, on ne sait pas pour combien de temps ce sera, dit Daniel Monin. Ce qui est sûr, c'est que la durée tend à s'allonger.»

Philippe Barraud

éducation à l'Hospice général, ce qui explique que le nombre des chômeurs en fin de droit augmente moins rapidement qu'on aurait pu le craindre. Ainsi, à fin septembre, seuls 4% des dossiers concernaient cette catégorie de personnes dans le besoin. Il reste que le nombre des nouveaux dossiers ouverts tend à doubler tous les six mois, alors que la dotation en personnel des bureaux chargés de l'assistance est bloquée.

C'est une des difficultés majeures auxquelles les responsables sont confrontés: le nombre de dossiers s'accroît de manière incontrôlable, si bien que chaque cas doit être traité plus rapidement. «Si nous voulions bien travailler, estime Pierre Aubort, il faudrait que chaque collaborateur s'occupe de 50 dossiers; or, nous en sommes à 100 dossiers. Il est inimaginable qu'on nous donne 10 à 15 assistants sociaux supplémentaires. Nous devons donc trouver de nouvelles solutions, changer de méthode. En particulier, nous ne pourrons plus recevoir chaque personne individuellement.»

Vaud: l'Etat fait payer les pauvres

Le discours est le même à Neuchâtel: «Nous sommes débordés, nous n'avons plus le temps d'analyser les dossiers à fond», s'inquiète Daniel Monin. Face à ces besoins, la réponse du politique est mitigée. Des pressions s'exercent sur les normes d'assistance, certains députés

voudraient revoir à la baisse le minimum vital. «Dangereux! avertit Pierre Aubort: aller au-dessous devient indécent et ne permet pas aux bénéficiaires de vivre.» Pour l'heure, «on peut tourner, dit Christian Frey, les normes sont correctes.»

Mais le discours des sabreurs de budgets n'en a cure, et le canton de Vaud (où dans l'administration seuls les hauts revenus sont indexés) se donne en spectacle

Le minimum vital

Le minimum vital est calculé selon des recommandations au niveau fédéral, mais ne repose sur aucune base légale. Les cantons l'appliquent généralement au plancher des normes, à l'exception de Genève, qui est plus généreux de 10 à 12%. Le montant de base s'appelle «Entretien normalisé», qui comprend essentiellement l'alimentation, l'habillement et son entretien. La norme est de 670 francs par mois pour une personne seule, mais elle diminue en fonction du nombre de personnes dans le ménage: ainsi, pour quatre personnes, l'entretien normalisé s'élève à 1500 francs (4 x 375 fr.). S'ajoute à cela un montant de 150 francs par personne de plus de 17 ans, dit «quote-part librement disponible», ainsi que la prise en charge du loyer.

En théorie, l'assistance sociale est remboursable, mais les offices renoncent souvent à réclamer leur dû, lorsque l'assisté s'est sorti de ses difficultés.